

## DÉVELOPPEMENT DES ESPACES

# Discuter et échanger en groupe pour concrétiser des projets locaux

Fabienne Morand

Plusieurs agriculteurs de la région de Morges et d'Aigle ont été conviés à participer à un Programme de développement des espaces ruraux. Echanger entre différents acteurs s'est avéré constructif.

«Les ateliers m'ont encouragé à aller rapidement de l'avant car j'ai senti qu'il y avait de l'intérêt. Ils m'ont aussi donné les clés nécessaires pour notamment trouver des financements», résume Olivier Pioux, gérant du Centre collecteur d'Aubonne et patron du Moulin de La Vaux. Son souhait: installer des silos supplémentaires afin de valoriser davantage les céréales selon leur label. Actuellement, ses espaces de stockage ne lui permettent d'assurer, à part les céréales de cultures extenso, une seule classe de blé IP-Suisse, un peu de bio et un peu de blé Parc Jura vaudois, pas beaucoup plus. Ces futurs silos apporteraient également de la souplesse lors des moissons,

tout en restant un moulin artisanal. Les échanges ont également permis à Olivier Pioux de prendre connaissance d'autres possibilités de financement qu'un prêt à la banque.

## Une démarche participative

Ces ateliers qui ont réuni agriculteurs, souvent aux multiples casquettes, et acteurs de l'espace rural (politiciens, représentants d'entités liées à l'environnement), ont été organisés dans le cadre d'un Programme de développement des espaces ruraux (PDER). «Le PDER existe depuis une quinzaine d'années; il s'agit d'une démarche participative qui a pour but de fédérer les agriculteurs afin de déboucher sur des projets», résume David Martin, chef de projet chez Sofies, bureau spécialisé dans le développement économique durable. L'Office fédéral de l'agriculture a souhaité actualiser le PDER en développant une interface informatique et cherchait des régions pour la tester. L'Association de la Région Morges Aubonne Cossonay (ARCAM) et Aigle Région ont été intéressées et Sofies chargé de coordonner ces deux projets financés par la Confédération et le



Olivier Pioux, du Moulin de La Vaux à Lavigny (VD), souhaite ajouter des silos afin de pouvoir mieux mettre en valeur les céréales de la région selon leur label (PER, extenso, reconversion bio, etc.).

F. MORAND

canton, chacun à hauteur de 40%. Les entités locales versent les 20% restants des 100000 à 150000 francs par projet.

Le prix varie selon la complexité, le périmètre, les problématiques à aborder et le temps nécessaire à mener ces

intentions. Un PDER peut être initié à n'importe quel moment, mais il doit venir des gens du terrain et concerner un périmètre précis, afin de «trouver des filières innovantes et avec de la valeur ajoutée», souligne Elodie Barras, cheffe de projet à Aigle Région.

De ces cinq ateliers et dans les deux régions, des envies de valoriser les produits locaux pour un lien plus direct entre consommateurs et producteurs ont été émises. Ainsi, il y a des intentions de développer de la restauration collective, de créer un sentier de mobilité douce reliant différents sites et de regrouper, sur une plateforme web, une liste de personnes qui produisent des denrées dans un rayon proche.

Certaines idées pourraient déboucher sur un Projet de développement régional agricole (PDRA) ou des améliorations foncières et ainsi obtenir des financements étatiques.

## Des intérêts spécifiques

Si l'exemple du Moulin de La Vaux est morgien, du côté d'Aigle, c'est la future correction du Rhône qui a nourri les discussions. Ces ateliers ont fait remonter un aspect important de la mobilité. A savoir que les agriculteurs utilisent la digue pour se déplacer et ainsi éviter les grands axes routiers. «Avec le déplacement de la digue, il y a un enjeu majeur à ce que ces accès perdurent», ajoute Elodie Barras. Ces ateliers nous ont permis d'en

avoir une meilleure connaissance et nous pourrions remonter cet intérêt dans d'autres discussions.»

Concernant l'après PDER, les interlocuteurs se disent confiants. Car si les ateliers n'ont jamais connu foule, la qualité des personnes impliquées promet une concrétisation de la plupart des objets évoqués. Mais pour qu'une idée se réalise, elle doit être portée par une équipe d'agriculteurs et d'acteurs locaux. «Il y a eu une vraie prise de conscience des potentiels de la région, particulièrement des partenaires, telles les communes ou nous, l'ARCAM, résume son directeur Oscar Cherbuin. Je suis très positif et enthousiaste pour l'avenir.»

## Le canton de Vaud accompagne et cofinance les projets

Sollicité par la Confédération, le Département de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) du canton de Vaud a «incité» des organismes régionaux «à réfléchir avec nous sur des projets de développement et de planification en zone agricole», explique Jacques Henchoz du DGAV. Mais les porteurs de projets sont les associations régionales. Le rôle du canton est donc accompagnateur et cofinancier, à hauteur de 40%.

«Il suit le processus dont les propositions faites pourraient être reprises au sein d'un Projet de développement régional agricole, voire d'améliorations foncières intégrales», continue-t-il. Certains employés de Promé-terre ont également été impliqués dans les deux PDER, cette entité qui promeut les métiers de la terre pourrait surtout être sollicitée après cette étape, par exemple à travers ProConseil ou l'accord d'un crédit.

FM

## REVENU AGRICOLE

# Les moyennes sont trompeuses

Agroscope annonce une hausse moyenne du revenu agricole 2017 de 5,6%. Un chiffre qui ne tient pas compte de la réalité des exploitations laitières qui ont vu leur revenu diminuer de 17%.

Selon le dépouillement centralisé des données comptables 2017 réalisé par Agroscope, en 2017, le revenu agricole a augmenté de 5,6% par rapport à l'année précédente et s'élève en moyenne à 67800 francs par exploitation.

De la poudre aux yeux selon la Fédération des producteurs suisses de lait (FPSL) qui relève, dans sa prise de position, que la communication d'Agroscope passe sous silence les énormes différences entre les types d'exploitations. La FPSL précise qu'en 2017, dans les exploitations de type «vaches laitières», le revenu moyen du travail par unité de main-d'œuvre familiale se situe pas moins de 17% en dessous de la moyenne! Pour l'organisation faitière des producteurs de lait, une correction



La production de fourrage grossier en Suisse doit être préservée, voire encouragée. J.-R. STUCKI

urgente s'impose donc dans le cadre de la PA22+.

## Elevage de bovins peu rentable

Toutefois, sur un plan plus général, on peut se réjouir de la hausse globale des revenus en 2017, ce qui, pour la FPSL, n'est pas vraiment étonnant au regard des valeurs inférieures à la moyenne enregistrées en 2016. Mais ce qui est surprenant en revanche, ce sont les énormes différences d'un type d'exploitation à l'autre. La FPSL constate en particulier que l'élevage d'animaux consom-

mant des fourrages grossiers est peu rentable en Suisse, bien qu'il soit adapté aux conditions locales. Les prévisions réalisées par l'Office fédéral de la statistique pour 2018 montrent par ailleurs que la pression sur le revenu va se maintenir du fait de la hausse des coûts, conjuguée à des paiements directs moindres.

## Situation à corriger

En Suisse, les animaux consommant du fourrage grossier reçoivent une nourriture issue à 91,6% de la production indigène, dont 86,6% de four-

rage grossier. Cet effort de la part des éleveurs de bovins doit être économiquement rentable. C'est pourquoi la FPSL demande au Conseil fédéral de corriger la situation actuelle avec la nouvelle politique agricole. D'une part, la production de fourrage grossier en Suisse doit être préservée, voire encouragée. D'autre part, les contributions au système de production et le programme pour la production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH) doivent créer des incitations adéquates dans le cadre de la PA22+. JRS-FPSL

## Brèves

### Un patrimoine agritouristique réhabilité en Valais

Suite à l'abandon du hameau d'Ossona par ses habitants, il y a une soixantaine d'années, un projet commun visant la réhabilitation du plateau d'Ossona et sa revitalisation agricole et touristique a vu le jour. Construit sur un partenariat entre la commune de Saint-Martin, le canton du Valais, la Confédération, le Fonds suisse pour le paysage, l'élaboration du site agritouristique d'Ossona est un exemple unique en termes de développement durable dans une région de montagne en Suisse, explique les responsables du projet dans un communiqué publié le 5 octobre. L'opération a pu être menée à chef également grâce à la détermination d'exploitants agritouristiques passionnés. Le plateau d'Ossona s'est donc réinventé avec succès en l'espace de dix ans, date de l'ouverture du site au public, se réjouissent les initiateurs de l'opération. SP

### Le Pain de seigle valaisan AOP inaugure sa boulangerie mobile

A l'occasion de la Foire du Valais, l'association du Pain de seigle valaisan AOP a inauguré, le 1<sup>er</sup> octobre, sa boulangerie mobile. Malgré les difficultés de la branche boulangère (chaque année, 75 boulangeries ferment en Suisse), le président de l'association, Jacques Roland Coudray, a rappelé que le but de son organisation est de soutenir les boulangers et de donner de la visibilité au Pain de seigle valaisan AOP. Dans cette optique, la boulangerie mobile est une excellente occasion de rappeler l'excellence et l'authenticité du Pain de seigle valaisan AOP. Refaite une première fois en 2009, cette ambassade de charme arbore maintenant les couleurs du Pain de seigle valaisan AOP. Réalisé en collaboration avec VWP, le container en a adopté la ligne graphique et valorise l'entier du travail de la filière, des producteurs aux meuniers puis aux boulangers. SP